

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 19 MARS 1930

Rapport de la Commission des Finances, chargée de l'examen du Budget de la Dette publique pour l'exercice 1930.

(Voir les n^{os} 4-II, 83, 91, 134 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 28 février et 5 mars 1930 et le n° 5-II du Sénat.)

Présents : MM. LAFONTAINE, président; HUYSMANS (Armand), DE CLERCQ, le comte DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, FRANÇOIS, LABOUILLE, MOYERSOEN, MULLIE, OHN, RONVAUX et le baron de MÉVIUS, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

L'examen du Budget de notre Dette publique, tel qu'il nous est soumis après le vote approubatif de la Chambre des Représentants, ne nous a donné lieu qu'à peu d'observations. La Chambre n'a modifié le projet primitif du Gouvernement qu'en adoptant ses deux amendements, aux articles 14 et 33, qui sont des modifications de libellé mais ne changent rien aux chiffres proposés.

Le Budget de la Dette publique pour 1930, s'élève à fr. 4,121,136,146.50 contre fr. 4,480,498,474.50 en 1929, soit une diminution de 359,362,398. fr.

Cette diminution est surtout due à la disparition du poste de 240 millions versés à la Banque Nationale par mensualités de 20 millions, en remboursement des Marks, et dont le Gouvernement suspend le paiement en 1930.

En capital notre Dette, qui était de 60,600 millions d'après les chiffres donnés à la Chambre par l'honorable Ministre des Finances l'an dernier et qui n'ont pas été contredits, s'élève aujourd'hui à :

DETTE INTÉRIEURE		En million de francs
A. Consolidée.		22,052
B. { Bons du Trésor remboursables en 1930.		77
B. { Bons du Trésor remboursables en 1932.		770
C. Avances de la Banque Nationale		1,490
D. Dotation des Combattants.		260
DETTE EXTÉRIEURE		
A. Consolidée.		27,662
TOTAL.		52,311

soit 8 milliards environ de diminution, résultant principalement des excédents budgétaires qui ont permis de reconstituer largement la Trésorerie et du Fonds d'amortissement extraordinaire qui a fait disparaître presque totalement la dette flottante et la dette à court terme.

L'honorable Ministre des Finances se dit, dès aujourd'hui, en mesure de rembourser les bons du Trésor venant à échéance en 1930 et 1932 et nous ne nous trouverons plus dès lors qu'en face du remboursement des dettes consolidées.

Ce remboursement s'effectuera ou pourra être amélioré : 1° par l'amortissement régulier annuel de 560 millions;

2° Par l'emploi, dorénavant, de tous les excédents budgétaires qui ont reconstitué notre trésorerie et dont l'importance peut être grande si les prévisions de l'Administration continuent à être dictées par la sagesse et l'expérience comme dans le passé. On n'a pas assez compris et apprécié cette nouvelle mesure prise par le Parlement lors du Budget des Voies et Moyens et qui compensera en partie la suppression du Fonds spécial d'amortissement;

3° Quand la chose paraîtra avantageuse, par les conversions, ou des combinaisons financières telles que celle qui va nous permettre le remboursement à l'Amérique du reliquat de l'emprunt de 50,000,000 de Dollars à 7 1/2 % de 1920. Le remboursement du solde de cet emprunt par 34,000,000 de Dollars au lieu de 30,000,000 (conséquence de la prime de remboursement à 115), n'en laissera pas moins en quinze ans, par suite de la différence d'intérêts, un bénéfice de 250 millions pour nos finances nationales.

Si une mesure analogue pouvait être prise en 1931 pour le paiement du solde de l'emprunt à 8 % de 1921, qui s'élève encore à 15,000,000 de Dollars, le bénéfice serait proportionnellement plus grand encore, l'intérêt étant plus élevé et le remboursement à 107 1/2 moins onéreux.

En persévérant dans cette sage politique financière et si nous continuons à bénéficier de la prospérité actuelle, nul doute que les générations futures ne soient déchargées bien avant l'époque prévue, du lourd poids des dettes qui pèsent actuellement sur notre économie nationale.

Un membre a exprimé le regret que l'on ait recouru à l'emprunt pour faire face à certaines dépenses qui ne constituent en aucune façon un enrichissement pour le pays, seul motif qui puisse encore dans l'avenir légitimer des emprunts. Il avait en vue le paiement des dommages de guerre qui ont augmenté notre dette, en 1929, de 90.000.000 de francs et la chargeront davantage encore cette

année, de même que pour la dotation des combattants.

Évidemment, on pourrait dire que l'on fait un trou pour en boucher un autre sans motif légitime et que ces sommes devraient être passées à l'ordinaire, si nous ne sortions d'une situation anormale et si en fait c'était là des nouvelles dettes, alors qu'il s'agit simplement de la fixation d'une dette sacrée, conséquence de la guerre, dette due à nos concitoyens depuis lors et dont le chiffre seul n'était pas connu. Néanmoins, plus on pourra rembourser de ce chef par l'ordinaire, mieux cela vaudra et il importe que la liquidation des dommages de guerre se termine; elle n'a que trop traîné et après douze ans il y a encore de nombreux sinistrés et même beaucoup de petits sinistrés qui attendent encore leur dû en capital et intérêts, ce qui n'est pas admissible avec une trésorerie bien garnie.

La situation des porteurs de nos Rentes d'avant la guerre et surtout des porteurs forcés à toujours vivement intéressé votre Commission qui constate avec joie que leur sort s'est amélioré par la hausse de ces titres tombés si bas en 1926.

RELÈVEMENT DES RENTES

	Moyenne des cours pen- dant le mois de mai 1926	Cours au	
		7-2-29	20-2-30
RENTES D'AVANT GUERRE			
2 1/2 p. c.	28.00	48.45	54.00
3 p. c. 1 ^{re} série	40.00	67.00	70.50
3 p. c. 2 ^e série	40.00	64.25	69.00
3 p. c. 3 ^e série	40.00	66.50	70.50
RENTES D'APRÈS GUERRE			
5 p.c. Rest.Nat.	52.00	88.00	90.50
Int. à pr. 5 p.c.	270.00	501.00	508.50
Bons Trés. à 10 a	63.00	102.50	102.40
6 p.c. Consolid.	57.00	99.65	102.00
Dom.guer. 1921	116.00	199.00	204.00
Dom.guer. 1922	140.00	246.50	255.00
Dom.guer. 1923	311.00	496.00	517.00

Votre Commission constate avec satisfaction que le Gouvernement s'intéresse à leur sort et qu'il propose, dans ses projets fiscaux, de supprimer tout impôt pour les titres de rentes antérieurs à 1919.

Au sujet de l'article 47, un membre, renouvelant l'observation qu'il avait faite à l'occasion de l'examen du Budget des Voies et Moyens, désire savoir pourquoi le Gouvernement conserve dans le portefeuille du Trésor des obligations de l'Association Nationale des Industriels et Commerçants à concurrence d'environ 850 millions, alors qu'elles représentent une dette qu'on doit considérer comme annulée. Il ne lui paraît pas possible que le Gouvernement puisse disposer de ces titres sous une forme quelconque. En fait, la dette consolidée intérieure se trouve réduite du montant de la valeur nominale de ces titres.

Il doit en être de même de l'avance de 230 millions faite à la Colonie, capital représenté par des obligations 6 p. c. dont le service est assuré par la Colonie au moyen de ses ressources ordinaires.

L'adoption du Plan Young qui, en y comprenant les annuités pour le paiement des marks, nous donnera en moyenne annuellement 1,140 millions, nous laissera loin des espérances et des promesses de la guerre, de la victoire et de l'armistice.

N'oublions pas que ces arrangements qui nous ménagent, pour trente-sept ans, des versements de 1,140,000,000 ne compensent même pas le seul chapitre II de notre budget de la Dette publique : « Dépenses permanentes afférentes à la réparation des Dommages de guerre », 1,312,000,000. Au total nous avons reçu 13,000,000,000 de francs belges; les 42,000,000,000 du Plan Young, capitalisés à ce jour, valant 19,000,000,000, c'est 32,000,000,000 de francs belges, soit 4,500,000,000 de francs-or — dit le comte de Liedekerke dans son rapport sur le budget extraordinaire — tout ce que nous avons reçu et recevrons pour payer nos dettes de guerre, nos pensions, nos dommages de guerre et relever nos ruines.

Le calcul n'est pas exact, une portion importante des 13,000,000,000 ayant été perçue à une époque où notre franc

valait plus de 14 centimes et son évaluation pourrait être presque doublée. En tout cas, on peut partager l'opinion de l'honorable député quand il dit : « Triste bilan ».

Pour obtenir le remboursement des marks nos négociateurs ont dû abandonner à l'Allemagne le produit de la liquidation finale des séquestres. Cette concession peut s'élever de 175 à 200,000,000, soit près d'une année du versement convenu pour le remboursement des marks.

On peut donc, dès à présent, évaluer à 700,000,000, tous frais déduits, la valeur nette du produit des biens séquestrés encaissée par la Belgique.

Nombreux sont ceux qui ont regretté cette atteinte au droit de la propriété privée, ce séquestre de biens particuliers pour une lutte internationale; ils considèrent ce précédent comme déplorable, indéfendable même à tous points de vue. Nos négociateurs à Versailles et le Gouvernement d'alors s'y sont vus obligés à regret par suite de la mauvaise volonté de l'Allemagne au sujet du remboursement des Marks et de la nécessité, vis-à-vis de nos grands alliés, — qui nous avaient donné le mauvais exemple, que nous devions ménager et que nous voulions convaincre de notre détresse financière, — de ne mépriser aucune rentrée.

Nos charges sont lourdes et contribuent à la cherté de la vie; le chiffre de nos pensions : plus de 1 milliard 600 millions, est écrasant; il faudra au moins deux générations pour apurer le passif de la guerre. Nul doute qu'avec son esprit de travail et d'économie le peuple belge saura faire l'effort nécessaire pour y arriver.

Votre Commission, par 6 voix et 4 abstentions, a approuvé le présent rapport et vous propose l'adoption de l'article unique formant le projet de loi contenant le Budget de la Dette publique pour 1930.

Le Rapporteur, *Le Président,*
B^{on} DE MÉVIUS. H. LAFONTAINE.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 19 MAART 1930.

Verslag uit naam der Commissie van Financiën, belast met het onderzoek der Begrooting van 's Lands Schuld voor het dienstjaar 1930.

(Zie de n^{os} 4-II, 83, 91, 134 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 28 Februari en 5 Maart 1930; n^o 5-II van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren LAFONTAINE, voorzitter ; Graaf DE BROUCHÉVEN DE BERGEYCK, DE CLERCQ, FRANÇOIS, HUYSMANS (Armand), LABOULLE, MOYER-SOEN, MULLIE, OHN, RONVAUX en Baron DE MÉVIUS, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het onderzoek der Begrooting van 's Lands Schuld, zooals zij ons na de goedkeuring door de Kamer der Volksvertegenwoordigers wordt voorgelegd, heeft slechts weinige opmerkingen uitgelokt. De Kamer heeft op het oorspronkelijk ontwerp van de Regeering enkel twee amendementen aangenomen (artikelen 14 en 33), die tekstwijzigingen zijn, doch de voorgestelde cijfers onveranderd laten.

De Begrooting van 's Lands Schuld voor 1930 bedraagt fr. 4,121,136,146-50 tegen fr. 4,480,474-50 in 1929, zegge een vermindering van 359,362,398 frank.

Deze vermindering is vooral te wijten aan het verdwijnen van den post van 240 miljoen, uitgekeerd aan de Nationale Bank per maandelijksche stortingen van 20 miljoen ter terugbetaling van de marken, en waarvan de Regeering de uitbetaling stopzet in 1930.

In kapitaal bedraagt thans onze schuld, die 60,600 miljoen beliep volgens de cijfers, verleden jaar in de Kamer verstrekt door den geachten Minister van Financiën, en die niet werden tegengesproken :

BINNENLANSCHE SCHULD

In miljoenen
franks.

A. Geconsolideerde	22,052
B. { Schatkistbons terugbe- taalbaar in 1930	77
{ Schatkistbons terugbe- taalbaar in 1932	770
C. Voorschotten van de Natio- nale Bank	1,490
D. Dotatie der oud-strijders	260

BUITENLANSCHE SCHULD

A. Geconsolideerde	27,662
	=====
Totaal	52,311
	=====

zegge een vermindering van ongeveer 8 milliard, vooral te danken aan de begrootingssaldos, die hebben toegelaten de Thesaurie opnieuw ruim te voorzien, en aan het Buitengewoon Delgingsfonds, dat de vlottende schuld en de schuld op korten termijn bijna volledig heeft doen verdwijnen.

De geachte Minister van Financiën verklaart dat hij van stonden aan bij

machte is de in 1930 en in 1932 terugbetaalbare Schatkistbons terug te betalen, en derhalve zullen wij nog alleen moeten voorzien in de terugbetaling der geconsolideerde schulden.

Deze zal geschieden of zal kunnen verbeterd worden :

1^o Door middel van de regelmatige jaarlijksche aflossing van 560 millioen;

2^o Met voortaan tot dit doeleinde aan te wenden al de begrootingssaldos, die onze Thesaurie hebben hersteld en die zeer belangrijk kunnen zijn indien de vooruitzichten van het Beheer verder worden ingegeven door de wijsheid en de ervaring zooals in het verleden. Men heeft dezen nieuwen maatregel niet voldoende begrepen en naar waarde geschat. Hij werd door het Parlement getroffen naar aanleiding der begroting van 's Lands middelen en zal de afschaffing van het Bijzonder Delgingsfonds gedeeltelijk vergoeden;

3^o Wanneer zulks nuttig zal blijken, door conversies of door financieele combinaties zooals die welke ons moet toelaten aan Amerika het saldo der leening van 50,000,000 dollar, tegen 7 1/2 t. h., van 1920 terug te betalen. De terugbetaling van het overschot dezer ontleening met 34,000,000 dollar in stede van 30,000,000 (gevolg van de premie van terugbetaling tegen 115), zal niettemin op vijftien jaar, tengevolge van het verschil van interesten, een winst van 250 millioen laten voor 's Lands financiën.

Kon de gelijke maatregel in 1931 worden getroffen voor de afbetaling van het saldo der leening 8 t. h. van 1921, die nog 15,000,000 dollar bedraagt, dan zou de winst naar evenredigheid nog grooter zijn, daar de interest hooger en de terugbetaling tegen 107 1/2 minder bezwarend is.

Indien wij volharden in dit wijs financieel beleid en zoo de huidige voorspoed aanhoudt, dan bestaat er geen twijfel of de komende geslachten zullen

bevrijd zijn van den zwaren last der schulden, die thans op 's lands economie drukken, lang vóór het tijdperk dat enkele jaren geleden kon worden voorzien.

Een lid heeft betreurd dat men zijn toevlucht neemt tot de ontleening om te voorzien in zekere uitgaven, die geenzins eene verrijking zijn voor het land, hetgeen wel de eenige reden is die in de toekomst nieuwe ontleeningen kan wettigen. Dit lid had op het oog de betaling der oorlogsschade, die onze schuld in 1929 heeft doen stijgen met 90,000,000 frank en ze dit jaar nog meer zal bezwaren, alsmede de dotatie der oudstrijders.

Men zou kunnen zeggen dat men een put delft om een anderen te vullen zonder wettige reden en dat deze sommen zouden moeten overgebracht worden op de gewone begroting, indien wij niet pas een abnormalen toestand achter den rug hadden en indien het in feite nieuwe schulden gold, alswaanneer het eenvoudig de bepaling geldt van een heilige schuld, die het gevolg van den oorlog en sedertdien aan onze medeburgers verschuldigd is, en waarvan alleen het bedrag onbekend was.

Niettemin, hoe meer men uit dien hoofde door middel van de gewone begroting kan terugbetalen, des te beter zal het zijn en het komt er op aan dat de vereffening der oorlogsschade een einde neme; zij heeft al te lang aangesleept en na twaalf jaar zijn er nog tal van geteisterden en zelfs vele kleine geteisterden, die steeds wachten op het hun verschuldigd bedrag (kapitaal en interesten), hetgeen niet aanneembaar is met eene goed gevulde thesaurie.

De toestand der houders van vooroorlogssche renten en vooral der gedwongen houders heeft steeds de aandacht uwer Commissie gaande gemaakt. Zij stelt met genoeg vast dat hun lot werd verbeterd door de stijging dezer titels, die in 1926 zoo laag zijn gedaald.

STIJGING DER RENTEN.

	Gemiddelde koers gedurende de maand Mei 1926	KOERS OP	
		7-2-29	20-2-30

VOORROLOGSCHE RENTEN.

2 1/2 t. h.	28,00	48.45	54.00
3 t. h., 1 ^e reeks	40.00	67.00	70.50
3 t. h., 2 ^e reeks	40.00	64.25	69.00
3 t. h., 3 ^e reeks	40.00	66.50	70.50

NA-OORLOGSCHE RENTEN.

5 t. h. Nationaal Herstel	52.00	88.00	90.50
Binnenlandsche met premie, 5 t. h.	270.00	501.00	508.50
Schatkistbons op tien jaar	63.00	102.50	102.40
6 t. h. Consolidatie	57.00	99.65	102.00
Oorlogsschade 1921	116.00	199.00	204.00
Oorlogsschade 1922	140.00	246.50	255.00
Oorlogsschade 1923	311.00	496.00	517.00

Met genoegen heeft uwe Commissie gezien dat de Regeering in hun lot belang stelt, en dat zij in hare fiscale ontwerpen alle belasting op de rentetitels van vóór 1919 afschaft.

Aangaande artikel 47 komt een lid terug op de opmerking die het had gemaakt ter gelegenheid van het onderzoek der Begrooting van 's Lands Middelen. Bedoeld lid verlangt te weten waarom de Regeering in de portefeuille der Schatkist obligaties van het Nationaal Verbond der Nijveraars en Handelaars bewaart voor een bedrag van ongeveer 850 miljoen, alswanneer dezelve eene schuld vertegenwoordigt die als vernietigd dient beschouwd. Het lijkt aan de Commissie niet mogelijk dat de Regeering onder eenigerlei vorm over deze titels zou kunnen beschikken. In feite is de geconsolideerde binnenlandse schuld verminderd met het bedrag der nominale waarde van deze titels.

Dit moet eveneens het geval zijn

met het voorschot van 230 miljoen aan de Kolonie. Dit kapitaal bestaat in obligaties 6 t. h. waarvan de dienst wordt verzekerd door de Kolonie door middel van hare gewone inkomsten.

De goedkeuring van het Young-Plan dat, met inbegrip der annuïteiten voor de terugbetaling der marken, ons gemiddeld per jaar 1,410 miljoen zal opbrengen, vervult op verre na niet de verwachtingen en de beloften van den oorlog, van de zege en van den wapenstilstand.

Men bedenke even dat deze overeenkomsten, die ons voor zeven en dertig jaar stortingen van 1,140,000,000 frank verzekeren, zelfs niet alleen hoofdstuk II van onze Begrooting van 's Lands Schuld « Bestendige uitgaven, verbonden aan het herstel der oorlogsschade, 1,312,000,000 frank », dekken. In het geheel hebben wij 13,000,000,000 Belgische franks ontvangen; de 42 milliard van het Young-Plan, die tot nog toe werden gekapitaliseerd, ter huidige waarde van 19 milliard of 32 milliard

Belgische franks in het geheel, zegge 4,500,000,000 goud-frank — zegt graaf de Liedekerke in zijn verslag over de Buitengewone Begroting — zijn alles wat wij hebben ontvangen of zullen ontvangen om onze oorlogsschulden, onze pensioenen, onze oorlogsschade te betalen en om onze puinen herop te bouwen.

De berekening is niet juist, daar een belangrijk gedeelte van de dertien milliard werd geïnd ten tijde toen onze frank meer dan 14 centiem waard was, en de raming zou bijna verdubbeld mogen worden. In elk geval mag men de meening deelen van den geachten volksvertegenwoordiger wanneer hij verklaart : « Wat een treurige balans ! »

Om terugbetaling van de marken te bekomen, hebben onze onderhandelaars aan Duitschland de opbrengst moeten afstaan van de eindregeling der sequesters. Deze toegeving kan geraamd worden op 175 tot 200 millioen, zegge ongeveer één jaar van de overeengekomen storting voor de terugbetaling der marken.

Van stonden aan mag men dus, na aftrek van alle onkosten, de netto waarde van de opbrengst der gesequesteerde goederen, door België geïnd, ramen op 700 millioen.

Talrijk zijn zij die deze inbreuk op het privaat bezit, het onder sequester stellen van particuliere bezittingen voor een internationalen strijd afkeuren, en dit precedent, dat in alle opzichten niet te wettigen is, als afkeurenswaardig beschouwen. Onze onderhan-

delaars te Versailles en de toenmalige regeering werden daartoe tegen wil en dank verplicht, ten gevolge van den onwil van Duitschland voor de terugbetaling der marken, en ook wegens de noodzakelijkheid, tegenover onze groote bondgenooten, die ons het slechte voorbeeld hadden gegeven en die wij moesten ontzien en ook wilden overtuigen van onzen financieelen nood, geenerlei inkomst te versmaden.

Onze lasten zijn zwaar en dragen bij tot de levensduurte; het bedrag onzer pensioenen, zegge meer dan 1 milliard 600,000,000 frank is verpletterend en er zullen ten minste twee geslachten noodig zijn om het passief van den oorlog aan te zuiveren. Er valt niet aan te twifelen of het Belgische volk zal de noodige inspanningen weten te doen om dien uitslag te bereiken, dank zij zijn geest van werkzaamheid en bezuiniging.

Met zes stemmen en vier onthoudingen heeft Uwe Commissie dit verslag goedgekeurd en stelt zij U voor Uwe goedkeuring te hechten aan het eenig artikel dat het wetsontwerp betreffende de begroting van 's Lands schuld voor 1930 uitmaakt.

De Voorzitter,
H. LAFONTAINE.

De Verslaggever,
Baron DE MÉVIUS.